

B.1 OMZETTING VAN DE AANWIJZINGEN

Mogelijkheid om de aanwijzingen om te zetten, te begrijpen en te ontvangen.

10 % Uitwisseling van de aanwijzingen, zelfs gemakkelijke, die moeilijk te begrijpen zijn (bijvoorbeeld, in geval van volledige doofheid en blindheid).

5 % Uitwisseling van de ingewikkelde aanwijzingen die moeilijk te begrijpen zijn.

B.2 AUTONOMIE - POLYVALENTIE

Niveau inzake begeleiding en polyvalentie dat vereist is om het werk uit te voeren.

10 % Werkt niet alleen, heeft voortdurende begeleiding en toezicht nodig en vergeet van de ene dag op de andere de aangeleerde handelingen.

5 % Werkt op voorwaarde dat er toezicht en veel begeleiding is (meerdere malen per uur); kan alleen geen probleem oplossen; gebrek aan polyvalentie.

B.3 SOCIALE VAARDIGHEDEN EN HOUDING TEGENOVER MEERDERE

Kan gemakkelijk positieve sociale contacten leggen in werksfeer en leeft aanwijzingen en orders na.

10 % Agressieve houding tegenover collega's of onvermogen om hen contacten te leggen of systematische verwerping van het gezag.

5 % Ontoereikende contacten op het werk of noodzaak om zeer regelmatig aan de orders en de voorschriften te herinneren (meerdere malen per dag).

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de voorwaarden tot toekenning van tegemoetkomingen door het Brussels Franstalig Fonds voor sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces ten gunste van werkgevers die gehandicapten tewerkstellen om hen beter te integreren in het beroepsleven.

Brussel, 13 maart 1997.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College



F. 97 — 1145

[C - 97/31166]

13 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics;

Vu l'article 83, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 4, 1° des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 janvier 1997;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 31 janvier 1997;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 7 janvier 1997;

Vu l'urgence motivée par, d'une part, la Convention collective de travail n° 43 septies qui entraîne au 1^{er} janvier 1997 une hausse des salaires des travailleurs handicapés en atelier protégé, et d'autre part, l'adoption par l'Assemblée de la Commission communautaire française d'une nouvelle base décrétable dans le domaine de l'emploi des personnes handicapées;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 février 1997, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 16 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées;

« Collège » : Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale;

« administration » : Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« entreprise » : entreprise de travail adapté agréée par le Collège de la Commission communautaire française, telle que définie au chapitre III du décret de la Commission communautaire française du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées;

« arrêté relatif aux interventions dans la rémunération » : arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions d'octroi d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les entreprises de travail adapté pour les travailleurs handicapés qu'elles occupent.

Art. 3. Pour être agréées par le Collège, les entreprises doivent :

- satisfaire aux conditions reprises aux articles 13 à 17 du décret;
- réserver leurs emplois par priorité aux personnes handicapées admises au bénéfice d'une réglementation régionale ou communautaire relative à l'intégration des personnes handicapées dans les conditions prévues au présent arrêté;
- réserver prioritairement aux travailleurs handicapés l'infrastructure en personnel et en matériel qui fait l'objet d'interventions ou de subventions de l'administration;
- tenir par travailleur handicapé un dossier dans lequel sont consignés les renseignements relatifs à sa situation sociale et professionnelle et à sa rémunération;
- assurer l'encadrement professionnel, la surveillance médicale et le suivi social des travailleurs dans les conditions prévues aux articles 8, 10, 11 et 19 du présent arrêté;
- garantir des conditions d'hygiène et de sécurité satisfaisantes;
- disposer de l'autonomie technique, administrative et budgétaire de nature à permettre tant l'exécution de leur mission que le contrôle de celle-ci par l'administration;
- se conformer aux obligations résultant des dispositions légales et réglementaires qui leur incombent;
- fournir à l'administration tout document justificatif requis pour l'exercice de son contrôle;
- transmettre annuellement à l'administration un rapport d'activités qui analyse les réalisations de l'entreprise sous ses aspects économiques et sociaux;
- installer son siège social et son siège d'activités sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;
- tenir un dossier par membre du personnel d'encadrement comprenant les documents attestant qu'il répond aux conditions prévues aux articles 10, 11 et 12, c) du présent arrêté;
- tenir une comptabilité par année budgétaire suivant le modèle du plan comptable normalisé sur base du modèle arrêté par l'administration et fournir annuellement pour le 30 avril de l'année qui suit l'exercice, un compte de recettes et dépenses approuvé par l'Assemblée générale et signé par un administrateur sur base du modèle arrêté par l'administration;

soumettre ses comptes à l'examen annuel d'un réviseur d'entreprise dont le rapport est transmis à l'administration.

Art. 4. Chaque entreprise maintient ses effectifs dans les limites suivantes :

1° le quota ou nombre maximum de travailleurs handicapés qui sont occupés :

- sous contrat de travail

- ou en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage,

et pour lesquels l'entreprise bénéficie d'interventions de l'administration en vertu de l'arrêté relatif aux interventions dans la rémunération

ne peut excéder le nombre de travailleurs tel qu'il est fixé en annexe du présent arrêté;

ce nombre ne comprend pas les membres du personnel d'encadrement tel que défini à l'article 10 pour lesquels une intervention est octroyée en vertu de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions d'octroi d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les entreprises de travail adapté pour le personnel d'encadrement ;

2° le nombre de travailleurs qui ne bénéficient pas d'interventions de l'administration en vertu de l'arrêté relatif aux interventions dans la rémunération ne peut excéder 40 % du quota.

Ces nombres ne comprennent pas les personnes handicapées sous contrat d'adaptation professionnelle, ni les travailleurs handicapés malades de longue durée.

Art. 5. Pour l'ensemble des entreprises, le nombre de travailleurs handicapés qui sont occupés sous contrat de travail ou en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et pour lesquels les entreprises bénéficient d'interventions de l'administration en vertu de l'arrêté relatif aux interventions dans la rémunération, ne peut excéder le quota global fixé à 1.680 unités.

Art. 6. Chaque année, par entreprise, sur base du nombre de travailleurs répondant à la définition reprise à l'article 4, 1° recensés au 31 mars et au 30 juin, le quota sera revu à la baisse pour autant qu'à ces deux dates, ce nombre soit inférieur d'au moins 5 unités au quota alors en vigueur.

Le nouveau quota correspond au nombre le plus élevé dont question ci-dessus augmenté de 5 unités.

Il entre en application chaque 1^{er} septembre.

Art. 7. Chaque entreprise peut, à tout moment de l'année, demander par lettre recommandée auprès de l'administration l'augmentation de son quota. Elle appuiera sa demande de justifications et de perspectives économiques réalistes établissant le bien-fondé de sa demande.

L'administration accorde ou refuse la demande. Elle notifie sa décision à l'entreprise par lettre recommandée dans les quinze jours de sa réception pour autant qu'elle dispose de tous les renseignements utiles.

Tout nouveau quota ne peut être accordé que dans les limites du quota global fixé à l'article 5.

Il entre en application à la date de réception de la demande auprès de l'administration.

Aucune augmentation ne sera accordée quand une entreprise dépasse le pourcentage fixé à l'article 4, 2°.

Art. 8. Les entreprises ne peuvent occuper des personnes handicapées admises au bénéfice d'une réglementation relative à l'intégration des personnes handicapées et n'ayant jamais été occupées dans une entreprise agréée par le Collège qu'avec l'accord préalable de l'administration régionale ou communautaire compétente concluant au bien-fondé de leur insertion professionnelle par une mise au travail ou une adaptation professionnelle en entreprise de travail adapté.

L'administration communique aux entreprises l'existence éventuelle de contre-indications professionnelles dont elle a connaissance.

Art. 9. Seuls des travaux occasionnels d'une durée déterminée peuvent être réalisés par les entreprises dans d'autres établissements. L'administration doit les y autoriser préalablement moyennant le respect du modèle de contrat fixé par elle et des conditions suivantes :

- le travail est compatible avec les capacités et les compétences des travailleurs handicapés;
- l'encadrement par des moniteurs de l'entreprise est assuré;
- le contrat entre l'entreprise et l'autre établissement précise les conditions d'exécution du travail, de résiliation du contrat et les modalités de paiement;
- l'entreprise communique à l'administration les conditions de travail en matière d'horaires, de déplacements et de salaires des travailleurs.

L'administration accorde ou refuse son autorisation qu'elle adresse à l'entreprise dans les cinq jours de sa réception pour autant qu'elle dispose de tous les renseignements utiles.

Art. 10. Le personnel d'encadrement comprend : les directeurs, les employés assistants du directeur ou membres du personnel administratif, les moniteurs, les assistants sociaux, les infirmiers sociaux, les ergothérapeutes, les psychologues, les assistants en psychologie.

A partir du 1^{er} septembre 1997, pour chaque entreprise, en fonction de son quota tel que défini à l'article 4, 1^o, les normes minimales d'encadrement sont fixées comme suit :

un directeur temps plein;

un moniteur temps plein par 15 unités;

un assistant social ou un infirmier social ou un ergothérapeute ou un psychologue ou un assistant en psychologie, ces différentes fonctions représentant ensemble un temps plein par 100 unités.

Les moniteurs sont responsables d'un groupe de travailleurs et en assurent l'encadrement professionnel.

Les membres du personnel repris au point 3. ne peuvent pas participer aux activités de production.

Les employés administratifs ne peuvent être affectés prioritairement aux activités de production de l'entreprise.

Art. 11. La personne assurant la direction de l'entreprise doit :

faire la preuve d'une connaissance particulière des problèmes rencontrés par les personnes handicapées;

être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire;

posséder au moins trois ans d'expérience professionnelle en tant que responsable d'un établissement ou de l'une de ses directions.

Les moniteurs doivent posséder au moins deux ans d'expérience professionnelle dans l'activité à laquelle ils sont affectés ou dans une activité similaire ou dans l'encadrement de groupes de personnes handicapées ou être titulaire du certificat d'enseignement secondaire supérieur.

L'assistant social doit être titulaire du diplôme d'assistant ou d'auxiliaire social délivré par un enseignement supérieur social.

L'infirmier social doit être titulaire du diplôme d'infirmier social délivré par un enseignement supérieur paramédical.

L'ergothérapeute doit être titulaire du diplôme d'ergothérapeute délivré par un enseignement supérieur paramédical.

Le psychologue doit répondre aux conditions de diplôme fixées à l'article 1^{er}, 1^o de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue ou aux conditions transitoires prévues au chapitre IV de cette loi.

L'assistant en psychologie doit être titulaire du diplôme d'assistant en psychologie délivré par un enseignement supérieur.

Art. 12. La demande d'agrément d'une entreprise doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration sur le document préparé à cet effet. Elle en accuse réception.

Sous peine d'irrecevabilité, elle doit comporter :

une copie des statuts de l'a.s.b.l. tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications;

la convention avec un service de médecine du travail en vue d'assurer la surveillance médicale des travailleurs;

pour chaque membre du personnel d'encadrement dont les titres figurent à l'article 11, la copie du contrat qui le lie à l'entreprise, un curriculum vitae mentionnant les études effectuées et les activités professionnelles exercées antérieurement, la copie du diplôme et les attestations prouvant qu'il répond aux conditions fixées à l'article 11;

une copie du contrat en matière d'assurance et de responsabilité civile pour les travailleurs;

une attestation de l'Office national de sécurité sociale qu'aucun retard de paiement des cotisations n'est constaté;

la nature des activités professionnelles qui seront menées; une étude économique justifiera les choix de l'entreprise;

le quota de travailleurs handicapés qu'elle envisage d'atteindre; ce nombre ne peut être inférieur à vingt cinq unités;

l'engagement de permettre au délégué de l'administration de contrôler l'affectation donnée aux subventions et interventions, de consulter tous registres, livres, états, pièces comptables, correspondances et autres documents utiles.

Art. 13. Lorsque la demande est recevable, l'administration instruit la demande d'agrément et procède à une inspection pour vérifier si l'entreprise répond aux conditions d'agrément.

Sur l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, le Collège statue dans les deux mois qui suivent la proposition de l'administration.

Sa décision motivée est communiquée au demandeur.

Art. 14. Le Collège accorde l'agrément pour une durée de cinq ans. Cette durée est renouvelable dans les conditions reprises à l'article 16 du présent arrêté.

Sa décision indique pour quelles activités professionnelles l'entreprise est agréée ainsi que son quota tel que défini à l'article 4, 1° du présent arrêté.

L'agrément ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

Art. 15. Au plus tard six mois après la date d'agrément, l'entreprise doit occuper au moins 20 travailleurs handicapés sous contrat de travail ou en vertu de l'article 78 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et pour lesquels l'entreprise bénéficie d'interventions de l'administration.

S'il n'en est pas ainsi, l'entreprise peut demander trois fois un délai supplémentaire de six mois sur base de justifications économiques. L'administration statue sur ces demandes.

Art. 16. La demande de renouvellement d'agrément de l'entreprise est introduite auprès de l'administration au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision d'agrément précédente.

L'entreprise demeure agréée jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de renouvellement.

La demande de renouvellement est instruite selon les règles applicables à la demande d'agrément sur le formulaire préparé à cet effet par l'administration.

Art. 17. Si les comptes de l'entreprise font apparaître au cours des deux derniers exercices un déficit d'exploitation ou un cash flow négatif, l'entreprise est invitée à présenter à l'administration un plan de redressement.

Ce plan fera l'objet d'une analyse de l'administration qui présentera à l'entreprise des propositions quant au redressement de sa situation économique et comptable.

Art. 18. Toute demande de modification dans les activités pour lesquelles l'entreprise est agréée est demandée préalablement auprès de l'administration. Cette demande comprend une étude économique circonstanciée et prospective.

Le Collège accorde ou refuse la modification d'agrément dans les deux mois qui suivent la proposition de l'administration.

Sa décision motivée est communiquée à l'entreprise.

Art. 19. L'engagement de nouveaux membres du personnel en cours d'agrément est soumis au respect des conditions reprises à l'article 11 du présent arrêté.

L'entreprise avertit immédiatement l'administration de l'engagement de nouveaux membres du personnel d'encadrement en cours d'agrément et lui communique la preuve du respect de ces conditions.

Art. 20. En vertu de l'agrément qui lui est accordé, l'entreprise bénéficie d'interventions et de subventions à charge de l'administration. Ces interventions sont destinées à couvrir les charges dues au rendement moins élevé des travailleurs handicapés.

Le personnel d'encadrement et les biens pour lesquels des interventions et des subventions sont octroyées doivent concourir directement et de manière prioritaire à l'intégration professionnelle des travailleurs handicapés.

Art. 21. L'entreprise qui ne remplit pas une des conditions d'agrément en est avertie par l'administration. L'entreprise est en même temps invitée à se mettre en ordre immédiatement.

Art. 22. Lorsqu'une des conditions d'agrément n'est toujours pas respectée dans un délai de deux mois, l'administration adresse par lettre recommandée à l'entreprise une mise en demeure motivée de respecter les conditions d'agrément.

Si après un délai d'un mois, l'administration constate que les conditions d'agrément ne sont toujours pas remplies, elle peut suspendre l'octroi des interventions et des subventions et elle transmet au Collège une première proposition de retrait ou de modification d'agrément. Cette proposition tient compte de la situation professionnelle et sociale des travailleurs.

L'administration en informe l'entreprise.

Si le Collège approuve la première proposition de l'administration, cette dernière notifie cette proposition à l'entreprise par lettre recommandée. L'entreprise dispose de trente jours pour introduire un mémoire et se faire entendre, à sa demande, auprès de l'administration qui fixe le jour et l'heure d'audition.

L'administration transmet dans les trente jours qui suivent l'audition une deuxième proposition de maintien, de retrait ou de modification d'agrément au Collège. Le Collège prend sa décision après avoir reçu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé.

La décision du Collège est motivée et notifiée par l'administration par lettre recommandée.

Art. 23. La décision de retrait ou de modification d'agrément entraîne l'arrêt total ou partiel de l'octroi des interventions à l'entreprise ou à l'une de ses sections à la date fixée par le Collège, ainsi que la récupération totale ou partielle des subventions accordées.

L'administration communique immédiatement la décision de retrait d'agrément à tous les travailleurs de cette entreprise ainsi qu'à leurs représentants syndicaux.

Art. 24. Les ateliers protégés agréés par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées en vertu de l'article 43 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 conservent à titre transitoire leur agrément pendant six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

S'ils introduisent une demande d'agrément pendant ce délai, elle sera considérée comme une demande de renouvellement d'agrément.

Art. 25. Sont abrogés :

les articles 47 et 48 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, tel que modifié;

en ce qui concerne les entreprises, l'article 49 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, tel que modifié;

la décision réglementaire du 7 février 1964 déterminant les modalités et conditions d'agrément provisoire des ateliers protégés, telle que modifiée;

l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mars 1996 relatif aux normes d'occupation des travailleurs handicapés dans les ateliers protégés agréés par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Art. 26. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1997.

Les dispositions des alinéas 1 et 2 de l'article 11 ne s'appliquent pas au personnel engagé avant la date de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 mars 1997.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQIN,

Président du Collège

Annexe à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française
fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté

Numéro d'agrément de l'entreprise de travail adapté	Nom	Quota au 01.01.97
3	O.N.A.	30
6	A.P.A.M.	121
9	Chaînon	66
10	Espoir	100
11	Ouvroir	39
14	Ligue Braille	81
17	A.B.P.	54
18	A.P.R.E.	110
131	Renaître	128
132	Manufast	190
172	Jeunes Jardiniers	90
181	Travail et Vie	309
185	Serre-Outil	38
186	Pak 1	97
194	Nos Pilifs	62
195	Paris	25
199	Travco	90

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège

VERTALING

N. 97 — 1145

[C — 97/31166]

13 MAART 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op artikel 8 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op bepaalde openbare instellingen;

Gelet op artikel 83, §3 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 op de hervorming der instellingen;

Gelet op artikel 4, 1° van de decreten van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 januari 1997 tot bevordering van de inschakeling van gehandicapten in het arbeidsproces, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot verdeling van de bevoegdheden tussen zijn leden;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van zijn akten, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 januari 1997;

Gelet op het akkoord van het Lid belast met Begroting, gegeven op 31 januari 1997;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, gegeven op 7 januari 1997;

Gelet op de hoogdringendheid die wordt ingegeven door de Collectieve Arbeidsovereenkomst nr. 43 septies die aanleiding geeft tot een loonsverhoging voor gehandicapte werknemers in de beschutte werkplaatsen op 1 augustus 1997 enerzijds en door de aanneming van een nieuwe decretale basis op het vlak van tewerkstelling van de gehandicapten door de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie anderzijds;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 februari 1997, overeenkomstig artikel 84, 1ste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

« decreet » : decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 januari 1997 tot bevordering van de inschakeling van gehandicapten in het arbeidsproces;

« College » : College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

« bestuur » : Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« onderneming » : onderneming met aangepast werk, erkend door het College van de Franse Gemeenschapscommissie zoals bepaald in hoofdstuk III van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 januari 1997 tot bevordering van de inschakeling van gehandicapten in het arbeidsproces;

« besluit betreffende de tegemoetkomingen in de bezoldiging » : besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten die gedragen worden door de ondernemingen met aangepast werk voor de gehandicapte werknemers die zij tewerkstellen.

Art. 3. Om te worden erkend door het College moeten de ondernemingen :

1. voldoen aan de voorwaarden die zijn opgenomen in de artikelen 13 tot 17 van het decreet;

2. hun banen in de eerste plaats voorbehouden aan de gehandicapten die zijn opgenomen volgens een gewest- of gemeenschapsreglementering betreffende de integratie van de gehandicapten onder de voorwaarden waarin voorzien is in dit besluit;

3. de materiële en personeelsinfrastructuur waarvoor het bestuur tegemoetkomingen of subsidies toekent bij voorkeur voorbehouden aan de gehandicapte werknemers;

4. voor elke gehandicapte werknemer een dossier bijhouden waarin de gegevens over zijn socio-professionele situatie en zijn bezoldiging zijn opgetekend;

5. instaan voor de professionele begeleiding, het medisch toezicht en de sociale begeleiding van de werknemers onder de voorwaarden bedoeld in de artikelen 8, 10, 11 en 19 van dit besluit;

6. voldoende veiligheids- en gezondheidsvoorwaarden waarborgen;

7. beschikken over autonomie op technisch, administratief en budgettair vlak zodat zowel de uitvoering van hun opdracht als de controle erop door het bestuur mogelijk is;

8. zich richten naar de verplichtingen die voortvloeien uit de wettelijke en reglementaire bepalingen die op hen van toepassing zijn;

9. aan het bestuur elk bewijsstuk voorleggen dat vereist is om de controle te kunnen uitvoeren;

10. jaarlijks aan het bestuur een activiteitenverslag voorleggen waarin het verwezenlijkte programma in zijn socio-economische facetten wordt ontleed;

11. de maatschappelijke zetel en activiteitenzetel vestigen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

12. van elk lid van het begeleidingspersoneel een dossier bijhouden dat bestaat uit de documenten waaruit blijkt dat het personeelslid beantwoordt aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 10, 11 en 12, c) van dit besluit;

13. per begrotingsjaar een boekhouding bijhouden volgens het model van het boekhoudkundig standaardplan op basis van het plan dat bepaald is door het bestuur, en jaarlijks vóór 30 april van het jaar volgend op het boekjaar een inkomsten- en uitgavenrekening voorleggen die is goedgekeurd door de Algemene Vergadering en ondertekend door een bestuurder, op basis van het model dat vastgesteld is door het bestuur;

14. hun rekeningen voorleggen aan de jaarlijkse controle door een bedrijfsrevisor wiens verslag aan het bestuur wordt bezorgd.

Art. 4. Het aantal personeelsleden van elke onderneming moet blijven onder :

1° het quotum of het maximumaantal gehandicapte werknemers dat terwerkgesteld is :

- op basis van een arbeidsovereenkomst

- of krachtens artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering en voor wie de onderneming recht heeft op tegemoetkomingen vanwege het bestuur krachtens het besluit betreffende de tegemoetkomingen in de bezoldiging

mag niet meer bedragen dan het aantal werknemers zoals vastgesteld in de bijlage bij dit besluit;

in dit aantal zijn niet opgenomen de leden van het begeleidingspersoneel zoals bedoeld in artikel 10 voor wie een tegemoetkoming wordt toegekend krachtens het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van een tegemoetkoming in de bezoldiging en de sociale lasten die gedragen worden door de ondernemingen met aangepast werk voor het begeleidingspersoneel;

2° het aantal werknemers dat geen recht heeft op de tegemoetkomingen van het bestuur krachtens het besluit betreffende de tegemoetkomingen in de bezoldiging mag niet meer dan 40% van het quotum bedragen.

Art. 5. Voor alle ondernemingen samen mag het aantal gehandicapte werknemers dat tewerkgesteld is op basis van een arbeidsovereenkomst of krachtens artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende werkloosheidsreglementering en voor wie de onderneming recht heeft op tegemoetkomingen vanwege het bestuur krachtens het besluit betreffende de tegemoetkomingen in de bezoldiging, niet hoger zijn dan het globale quotum, dat is vastgesteld op 1.680 eenheden.

Art. 6. Op basis van het aantal werknemers dat voldoet aan de definitie zoals bedoeld in artikel 4, 1° en geteld op 31 maart en 30 juni wordt het quotum jaarlijks en per onderneming herzien naar beneden toe voor zover dat aantal op beide data minstens 5 eenheden lager ligt dan het quotum dat dan van kracht is.

Het nieuwe quotum komt overeen met het hoogste aantal waarvan sprake hierboven, vermeerderd met 5 eenheden.

Het wordt steeds op 1 september van kracht.

Art. 7. Elke onderneming kan op eender welk tijdstip van het jaar bij een ter post aangetekende brief een verhoging van haar quotum aanvragen bij het bestuur. Ze staaft haar aanvraag met bewijsstukken en realistische economische vooruitzichten waaruit de gegrondheid van haar aanvraag blijkt.

Het bestuur weigert de aanvraag of keurt deze goed. Het geeft kennis van zijn beslissing aan de onderneming bij een ter post aangetekende brief binnen de vijftien dagen na ontvangst voor zover het beschikt over de nodige gegevens.

Elk nieuw quotum kan slechts worden toegekend binnen de grenzen van het globale quotum dat is vastgesteld in artikel 5.

Het wordt van kracht op de datum dat het bestuur de aanvraag heeft ontvangen.

Geen enkele verhoging zal worden toegekend wanneer een onderneming het in artikel 4, 2° vastgestelde percentage overschrijdt.

Art. 8. De ondernemingen mogen slechts gehandicapten tewerkstellen die zijn opgenomen volgens een reglementering betreffende de integratie van de gehandicapten en die nog nooit tewerkgesteld zijn in een door het College erkende onderneming wanneer het bevoegd gewestelijk of gemeenschapsbestuur zijn voorafgaand akkoord heeft gegeven nadat het besloten heeft dat de inschakeling in het beroepsleven door tewerkstelling of beroepsomscholing in een onderneming met aangepast werk gegrond is.

Het bestuur brengt de ondernemingen op de hoogte van de eventuele gekende professionele contra-indicaties.

Art. 9. Alleen gelegenheidswerken van bepaalde duur mogen door de ondernemingen in andere vestigingen worden uitgevoerd. Het bestuur moet er op voorhand zijn goedkeuring aan geven mits het contractmodel dat het heeft vastgesteld, wordt nageleefd en onder de volgende voorwaarden :

- het werk is verenigbaar met de vaardigheden en bekwaamheden van de gehandicapten;

- monitoren van de onderneming staan in voor de begeleiding;

- de overeenkomst tussen de onderneming en de andere vestiging geeft een nadere omschrijving van de voorwaarden inzake de uitvoering van het werk, de opzegging van de overeenkomst en de betalingsmodaliteiten;

- de onderneming brengt het bestuur op de hoogte van de arbeidsvoorwaarden op het vlak van werktijden, verplaatsingen en lonen van de werknemers.

Het bestuur geeft al dan niet zijn goedkeuring. Het bestuur deelt zijn beslissing tot weigering of goedkeuring mee aan de onderneming binnen de vijf dagen na ontvangst voor zover het beschikt over alle nuttige gegevens.

Art. 10. Het begeleidingspersoneel bestaat uit : directeurs, directie-assistenten of leden van het administratief personeel, monitoren, maatschappelijk assistenten, maatschappelijk verplegers, ergotherapeuten, psychologen, assistenten in de psychologie.

Met ingang van 1 september 1997 worden voor elke onderneming op basis van haar quotum zoals bepaald in artikel 4, 1°, de minimumnormen inzake begeleiding vastgesteld als volgt :

1. een voltijds directeur;

2. een voltijds monitor per 15 eenheden;

3. een maatschappelijk assistent, maatschappelijk verpleger, ergotherapeut, psycholoog of een assistent in de psychologie, waarbij deze verschillende functies tezamen één voltijdse per 100 eenheden vertegenwoordigen.

De monitoren zijn verantwoordelijk voor een groep werknemers en staan in voor hun professionele begeleiding.

De personeelsleden waarvan sprake onder punt 3. mogen niet deelnemen aan de productie-activiteiten.

De administratief bedienden mogen niet in de eerste plaats ingezet worden voor de productie-activiteiten van de onderneming.

Art. 11. Diegene die het directeurschap van de onderneming waarneemt moet :

1. het bewijs leveren van een bijzondere kennis van de problemen waarmee gehandicapten te kampen hebben;
2. houder zijn van een diploma van hoger universitair of niet-universitair onderwijs;
3. minstens drie jaar beroepservaring bezitten als verantwoordelijke van een instelling of van één van de directies ervan.

De monitoren moeten twee jaar beroepservaring hebben in de activiteit waarvoor ze worden ingezet of in een gelijkaardige activiteit of in de begeleiding van groepen gehandicapten, of houder zijn van een getuigschrift van hoger middelbaar onderwijs.

De maatschappelijk assistent moet houder zijn van het diploma van maatschappelijk assistent of hulp dat is uitgereikt door een instelling voor hoger sociaal onderwijs.

De sociaal verpleger moet houder zijn van het diploma van sociaal verpleger dat is uitgereikt door een instelling voor hoger paramedisch onderwijs.

De ergotherapeut moet houder zijn van het diploma van ergotherapeut dat is uitgereikt door een instelling voor hoger paramedisch onderwijs.

De psycholoog moet voldoen aan de diplomavooraarden die zijn vastgesteld in artikel 1, 1° van de wet van 8 november 1993 houdende bescherming van de titel van psycholoog of aan de overgangsvoorwaarden waarin voorzien is in hoofdstuk IV van die wet.

De assistent in de psychologie moet houder zijn van het diploma van assistent in de psychologie dat is afgeleverd door een instelling voor hoger onderwijs.

Art. 12. De erkenningsaanvraag van een onderneming moet bij een ter post aangetekende brief worden ingediend bij het bestuur op het daartoe bestemde document. Het bestuur bericht hiervan ontvangst.

Op straffe van onontvankelijkheid moet de aanvraag bestaan uit :

a) een afschrift van de statuten van de v.z.w. zoals ze zijn verschenen in het *Belgisch Staatsblad*, samen met de eventuele wijzigingen eraan;

b) de overeenkomst met een dienst voor arbeidsgeneeskunde om medisch toezicht op de werknemers te waarborgen;

c) voor elk lid van het begeleidingspersoneel wiens titels vermeld staan in artikel 11 : een afschrift van de overeenkomst die het lid verbindt aan de onderneming, een curriculum vitae met vermelding van de gedane studies en de tevoren uitgeoefende beroepsactiviteiten, het afschrift van het diploma en de getuigschriften die bewijzen dat het lid voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgesteld in artikel 11;

d) een afschrift van het contract inzake verzekering en burgerlijke aansprakelijkheid voor de werknemers;

e) een bewijs van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid dat geen enkele vertraging in de betaling van de bijdragen is vastgesteld;

f) de aard van de beroepsactiviteiten die zullen worden uitgeoefend; een economische studie zal de keuzen van de onderneming motiveren;

g) het quotum aan gehandicapte werknemers dat ze wil halen; dat aantal mag niet minder dan vijf en twintig eenheden bedragen;

h) de verbintenissen om de afgevaardigde van het bestuur toe te laten controle uit te oefenen op de bestemming van de toelagen en tegemoetkomingen, en alle registers, boeken, staten, boekhoudkundige stukken, briefwisseling en andere nuttige documenten na te zien;

Art. 13. Wanneer de aanvraag ontvankelijk is, behandelt het bestuur de erkenningsaanvraag en gaat het over tot een inspectie om na te gaan of de onderneming voldoet aan de erkenningsvoorwaarden.

Op advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid beslist het College binnen de twee maanden die volgen op het voorstel van het bestuur.

Zijn gemotiveerde beslissing wordt aan de aanvrager meegedeeld.

Art. 14. Het College kent de erkenning toe voor een duur van vijf jaar. Deze duur kan worden hernieuwd onder de voorwaarden die zijn vermeld in artikel 16 van dit besluit.

Zijn beslissing geeft aan voor welke beroepsactiviteiten de onderneming erkend wordt alsmede haar quotum zoals bepaald in artikel 4, 1° van dit besluit.

De erkenning mag niet aanvangen op een datum die valt voor de datum waarop de aanvraag is ontvangen.

Art. 15. Uiterlijk zes maanden na de erkenningsdatum moet de onderneming ten minste 20 gehandicapte werknemers in dienst hebben op basis van een arbeidsovereenkomst of krachtens artikel 78 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende reglementering van de werkloosheid en voor wie de onderneming recht heeft op tegemoetkomingen vanwege het bestuur.

Zoniet kan de onderneming driemaal een bijkomende termijn van zes maand aanvragen om economische redenen. Het bestuur beslist over die aanvragen.

Art. 16. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning van de onderneming wordt ingediend bij het bestuur uiterlijk zes maand vóór het verstrijken van de periode waarvoor de vorige erkenningsbeslissing geldt.

De onderneming blijft erkend tot het College beslist heeft over de hernieuwingsaanvraag.

De hernieuwingsaanvraag wordt behandeld volgens de regels die van toepassing zijn op de erkenningsaanvraag op het formulier dat het bestuur daarvoor heeft bestemd.

Art. 17. Indien de rekeningen uitwijzen dat er gedurende de laatste twee boekjaren een uitbatingstekort of een negatieve cash flow is, wordt de onderneming verzocht een herstelplan voor te leggen aan het bestuur.

Dit plan zal door het bestuur worden geanalyseerd, het bestuur zal aan de onderneming voorstellen voorleggen over het herstel van haar boekhoudkundige en economische toestand.

Art. 18. Elke aanvraag tot wijziging in de activiteiten waarvoor de onderneming erkend is, wordt voorafgaandelijk ingediend bij het bestuur. Deze aanvraag omvat een omstandige en toekomstgerichte economische studie.

Het College hecht zijn goedkeuring aan de erkenningswijziging of weigert deze en dit binnen de twee maanden die volgen op het voorstel van het bestuur.

Zijn gemotiveerde beslissing wordt aan de onderneming meegedeeld.

Art. 19. De aanwerving van nieuwe personeelsleden tijdens de erkenning moet gebeuren onder de voorwaarden bedoeld in artikel 11 van dit besluit.

De onderneming stelt het bestuur onverwijld in kennis van de aanwerving van nieuwe leden van het begeleidingspersoneel tijdens de erkenning en bezorgt het bestuur het bewijs dat die voorwaarden zijn vervuld.

Art. 20. Krachtens de erkenning die de onderneming wordt verleend, heeft deze recht op tegemoetkomingen en subsidies vanwege het bestuur. Deze tegemoetkomingen moeten de kosten dekken die het gevolg zijn van het mindere rendement van de gehandicapte werknemers.

Het begeleidingspersoneel en de goederen waarvoor tegemoetkomingen en subsidies zijn toegekend moeten rechtstreeks en in de eerste plaats bijdragen tot de inschakeling van de gehandicapte werknemers in het arbeidsproces.

Art. 21. De onderneming die niet voldoet aan een erkenningsvoorwaarde wordt daarvan door het bestuur op de hoogte gebracht. De onderneming wordt terzelfdertijd verzocht om dit onverwijld in orde te brengen.

Art. 22. Wanneer binnen de twee maanden nog altijd niet is voldaan aan één der erkenningsvoorwaarden geeft het bestuur bij een ter post aangetekende brief kennis van een met redenen omklede ingebrekestelling van het naleven van de erkenningsvoorwaarden.

Indien het bestuur na één maand vaststelt dat de erkenningsvoorwaarden nog altijd niet zijn vervuld, kan het de toekenning van tegemoetkomingen en subsidies opschorten en bezorgt het aan het College een eerste voorstel tot intrekking of wijziging van de erkenning. In dat voorstel wordt rekening gehouden met de socio-professionele toestand van de werknemers.

Het bestuur brengt de onderneming hiervan op de hoogte.

Indien het College zijn goedkeuring hecht aan het eerste voorstel van het bestuur geeft laatstgenoemde van dit voorstel bij een ter post aangetekende brief kennis aan de onderneming. De onderneming heeft dertig dagen de tijd om een toelichting in te dienen en om op haar verzoek gehoord te worden bij het bestuur, dat de dag en uur van de hoorzitting vaststelt.

Het bestuur bezorgt binnen de dertig dagen die volgen op de hoorzitting een tweede voorstel van behoud, intrekking of wijziging van de erkenning aan het College. Het College beslist na ontvangst van het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid.

De beslissing van het College wordt gemotiveerd en hiervan wordt bij een ter post aangetekende brief kennis gegeven door het bestuur.

Art. 23. De beslissing tot intrekking of wijziging van de erkenning leidt tot een gedeeltelijke of volledige stopzetting van de toekenning van de tegemoetkomingen aan de onderneming of aan één van haar afdelingen op de door het College vastgestelde datum evenals tot de gedeeltelijke of volledige terugvordering van de toegekende subsidies.

Het bestuur deelt de beslissing tot intrekking van de erkenning onverwijld mee aan alle werknemers van die onderneming alsook aan hun vakbondsafgevaardigden.

Art. 24. De beschutte werkplaatsen die door het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces zijn erkend krachtens artikel 43 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 behouden bij wijze van overgangsmaatregel hun erkenning gedurende zes maanden vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Indien zij een erkenningsaanvraag indienen gedurende die periode wordt deze beschouwd als een aanvraag tot hernieuwing van de erkenning.

Art. 25. Worden opgeheven :

1. de artikelen 47 en 48 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van de gehandicapten, zoals gewijzigd;

2. wat betreft de ondernemingen : artikel 47 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van de gehandicapten, zoals gewijzigd;

3. de verordenende beslissing van 7 februari 1964 tot bepaling van de modaliteiten en voorwaarden voor de voorlopige erkenning van de beschutte werkplaatsen, zoals gewijzigd;

4. het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 maart 1996 betreffende de normen voor de tewerkstelling van de gehandicapte werknemers in de beschutte werkplaatsen die zijn erkend door het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Art. 26. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1997.

De bepalingen van de leden 1 en 2 van artikel 11 zijn niet van toepassing op het personeel dat is aangeworven vóór de datum waarop dit besluit is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 13 maart 1997.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College

Bijlage bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk

Erkenningsnummer van de onderneming met aangepast werk	Naam	Quotum op 01.01.97
3	O.N.A.	30
6	A.P.A.M.	121
9	Chainon	66
10	Espoir	100
11	Ouvroir	39
14	Ligue Braille	81
17	A.B.P.	54
18	A.P.R.E.	110
131	Renaitre	128
132	Manufast	190
172	Jeunes Jardiniers	90
181	Travail et Vie	309
185	Serre-Outil	38
186	Pak 1	97
194	Nos Pilifs	62
195	Paris	25
199	Travco	90

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschaps-commissie tot vaststelling van de voorwaarden en modaliteiten voor de erkenning van de ondernemingen met aangepast werk.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College



F. 97 — 1146

[C - 97/31165]

13 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant les conditions d'octroi d'une intervention dans la rémunération et les charges sociales supportées par les entreprises de travail adapté pour les travailleurs handicapés qu'elles occupent

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics;

Vu l'article 83, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'article 4, 1° des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 23 janvier 1997 visant à promouvoir l'intégration professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 19, alinéa 1^{er}, 2°;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 fixant les conditions et modalités d'agrément des entreprises de travail adapté;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 janvier 1997;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 7 janvier 1997;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 31 janvier 1997;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de déterminer, à partir du 1^{er} janvier 1997, de nouvelles modalités d'intervention dans les salaires des travailleurs handicapés dans les entreprises de travail adapté, puisqu'à cette date, la convention collective de travail n° 43septies du 2 juillet 1996 relative à l'application du revenu minimum moyen mensuel garanti impose de porter le salaire horaire brut minimum à 206,44 F.;